

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans CEDEX 2

Orléans, le 13/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



LIGERIENNE GRANULATS (carrière)

Haut de la Justice
45110 CHATEAUNEUF SUR LOIRE

Références : DN n°281/2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS (carrière) implanté Haut de la Justice 45110 CHATEAUNEUF SUR LOIRE. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection n'a pas connaissance de réclamation ou incident pour ce site depuis la dernière visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS (carrière)
- Haut de la Justice 45110 CHATEAUNEUF SUR LOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0010003590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Ligérienne Granulats est spécialisée dans l'extraction et le traitement de granulats alluvionnaires et de roches massives. Elle exploite la carrière de Chateaufort sur Loire depuis 1995. L'activité est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral du 23 juin 2017 qui autorise la société LIGERIENNE Granulats à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu dit « Haut de la Justice » à Chateaufort-sur-Loire pour une durée de 4 ans à hauteur d'un tonnage maximum annuel de 100 000 tonnes. La surface autorisée représente 16 ha 80 a environ. La durée d'autorisation a été prorogée jusqu'au 30 novembre 2022 par arrêté préfectoral du 12 août 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- avancement de la remise en état
- surveillance des eaux souterraines
- suivi écologique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Art 9.2.3.5.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Généralité	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article art 1.4.1.	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article art 1.4.2.	/	Sans objet
remise en état coordonnée	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article Art 1.4.2.1.	/	Sans objet
réalisation des mares	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article Art 1.4.3.3.	/	Sans objet
Reboisement	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 1.4.3.4	/	Sans objet
Suivi faune Flore	Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Art 9.4.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière étant fixé au 30 novembre 2022, l'exploitant dispose encore de plusieurs mois pour finaliser la remise en état du site. Néanmoins l'inspection constate que l'ancien bassin de décantation des boues situé sur l'emprise de la carrière (parcelles cadastrées BM 22 et 23) est toujours exploité pour la décantation des boues de l'installation de traitement.

Au vu de la siccité très faible des boues (boues liquides) qui sont déversées dans cette zone, la finalisation de la remise en état, conforme au engagement de l'exploitant (régalage de 50 cm de terre et plantation d'arbres avant la fin novembre 2022) semble très compromise.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Généralité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article art 1.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction. Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site. La remise en état du site est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes : + [a mise en sécurité des fronts de taille, + le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, «l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : Aucun fait non conforme aux prescriptions contrôlées n'a été constaté.
Observations : Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de structure liée à l'exploitation passée sur l'ensemble du périmètre de la carrière. Les talus de bord de la zone d'extraction ont été sécurisés notamment par le remblaiement avec des matériaux et l'aménagement pente moins verticale. La pente exacte des talus n'a pas été vérifiée par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article art 1.4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La remise en état du site consiste en un remblaiement partiel puis à la reconstitution d'espaces prairiaux et de boisements(...). La zone d'accumulation des eaux en point bas de la zone Ouest est conservé. En marge de cette zone en eau seront constituées des berges à pente très douce pouvant être submergées en période de forte pluviosité et peu à peu découvertes par temps plus sec. La zone submersible sera présente sur une surface au moins égale à la surface en eau. (...). Sur le pourtour de la zone en eau permanente, sera constitué par retrait des matériaux en placé, un haut-fond dont la cote sera calée à un niveau d'environ moins 0,8 m par rapport à l'exutoire (fossé) de la zone en eau. Ce haut-fond sera submergé par les eaux de la pluviométrie hivernale et progressivement découvert au retrait des eaux. Il constituera ainsi une zone humide fonctionnelle pour la faune. L'ensemble représentera une surface d'environ 2 500 m répartie pour un quart en zone en eau permanente et aux trois quarts en haut-fond potentiellement découvert à l'étiage. Un espace d'au moins 10 m sera conservé entre la mare et les plantations pour éviter un trop fort ombrage. Des matériaux graveleux assez grossiers (20/100) devront être régalés sur au moins les deux tiers de la surface submersible en hiver (...). En complément, des caches pourront être constituées pour les amphibiens par des amas pierreux et des enchevêtrements de bois morts. Les talus feront l'objet suivant les secteurs d'un reboisement où d'une végétalisation par ensemencement de graminées.</p> <p>Sur la zone Est: (...) Les talus bordant la plate-forme de traitement et la station de transit seront également réalisés à partir de matériaux inertes jusqu'à obtenir des pentes voisines de 45°. Une mare sera maintenue afin de conserver les potentialités écologiques, D'une surface de 450 m², ses berges seront modelées en pentes douces à partir de la terre végétale stockée sur site. La végétalisation des talus aménagés en bordure est de la plate-forme de traitement et la station de transit s'effectuera de manière spontanée. Le reboisement : (...). Le merlon présent au nord de la zone Est sera conservé.</p>
<p>Constats : Une grande partie de la remise en état a déjà été réalisé bien que l'échéance ne soit pas dépassée.</p>
<p>Observations : L'échéance de l'autorisation d'exploité la carrière étant fixé au 30 novembre 2022, l'exploitant dispose encore de plusieurs mois pour finaliser la remise en état du site.</p> <p>Pour autant l'inspection, lors de la visite a constaté :</p> <p><u>Concernant la zone Ouest:</u></p> <p>Le remblaiement a été finalisé et l'ensemble du site est désormais recouvert de terre végétale. (L'épaisseur n'a pas été contrôlée par l'inspection).</p> <p>Les plantations d'arbres ont été également réalisées sur les zones prévues sur le plan annexé à l'arrêté.</p> <p>Les talus du bord de l'ancienne zone d'excavation sont désormais en pente douce et planté d'arbustes.</p> <p>Une zone plane et non plantée est présente au centre de l'ancienne zone d'extraction.</p> <p>Une zone en fond de vallon est bien en eau. cette zone présente une zone d'eau profonde en bord du talus Est et une zone de haut fond sur la périphérie ouest de la zone en eau. La pente du bord ouest est très faible et permet une variation importante de la surface en eau en fonction du niveau d'eau.</p> <p>L'exploitant vérifiera que les plantations d'arbre sont bien à plus de 10 m de tous les bords de la mare ce qui en semble par être le cas à l'Est et au Sud.</p> <p>Les matériaux graveleux de diamètre (20/100) doivent être déposés sur 2/3 de la surface des hauts fonds pour limiter le développement de la végétation ainsi que des amas pierreux et enchevêtrement de bois mort pour créer des caches pour les amphibiens.</p> <p><u>Concernant la zone Est:</u></p> <p>Les plantations d'arbres ont également été réalisées, à l'exception des parcelles cadastrées BM 22 et 23 qui sont toujours exploitées pour la décantation des boues de l'installation de traitement.</p> <p>Une mare est bien présente sur cette zone.</p> <p>Au vu de la siccité des boues entreposées dans les bassins de décantation aménagés sur les parcelles BM 22 et 23, la finalisation de la remise en état conforme au engagement de l'exploitant (régalage de 50 cm de terre et plantation d'arbres) semble compromise.</p>

L'exploitant doit donc rapidement expliquer comment il va assurer la finalisation de la remise en état de la zone Est.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : remise en état coordonnée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article Art 1.4.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état doit être strictement coordonnée à l'exploitation conformément au plan de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Les derniers 16 mois d'exploitation sont réservés à la remise en état du site.
Constats : Aucune extraction ou autre activité n'a été constatée.
Observations : L'extraction des matériaux de la carrière a cessé début 2020. Depuis l'exploitant se consacre à la remise en état du site. La situation sur place est cohérente avec le plan de phasage transmis en début d'année et mis à jour au 8 novembre 2021. La déclaration GERE 2021 indique bien 0 tonne extraite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : réalisation des mares

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article Art 1.4.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, aménagement compensatoire
Prescription contrôlée : Le tracé des rives est effectué de manière à permettre une insertion naturelle des mares dans son environnement, il ne présente pas de formes trop rectilignes. Les terres de découvertes et les horizons humifères servent à la remise en état de zones situées autour du plan d'eau. Les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées conformément au dossier annexé à la demande d'autorisation
Constats : Aucun fait non conforme aux prescriptions contrôlées n'a été constaté.
Observations : Sur le site l'inspection a pu constater que l'aménagement des deux mares avait été finalisé conformément au plan annexé à l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Reboisement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 1.4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, reboisement
Prescription contrôlée : Le reboisement s'effectue conformément au dossier, à l'arrêté de défrichement accordé à l'exploitant. Le reboisement sera opéré à partir d'Un mélange de feuillus et de résineux à partir des essences suivantes et en respectant les densités objectifs correspondantes (plants/ha) <ul style="list-style-type: none">- le Chêne sessile : 900- le Chêne pédonculé : 900- le Chêne d'Amérique + le Châtaignier : 800- le Merisier, le Bouleau verruqueux, le Pin sylvestre : 1300- le Pin maritime : 900- le Pin laricio : 900 Des espèces arbustives seront introduites en lisière telles que le Sorbier des oiseleurs, l'Alisier torminal, le Houx, l'Epine noire ou le Genêt à balai. Quelques espèces pourront être implantées dans les bas de pente plus humides : Saule marsault, Saule cendré, Aulne glutineux. L'exploitant choisira les essences forestières selon la cote de remblaiement de façon à obtenir des densités objectives suffisantes pour qualifier la surface de boisement. Les espèces seront utilisées en mélange sous forme de bouquets imbriqués. Les plants seront protégés des dégâts d'animaux (lapin, chevreuil).
Constats : Seule la zone occupée par les deux bassin de décantation n'a pas fait l'objet d'une plantation.
Observations : Le reboisement de la zone Est n'est pas finalisé du fait de la présence des bassins de décantation encore exploité par l'installation de traitement. Sur le reste du site des plans ont bien été plantés sur les zones prévues repérées le plan annexé à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires sus-visé. Afin de vérifier la nature et l'importance du boisement, l'inspection a contrôlé le bon de commande signé le 15 décembre 2021 par l'exploitant auprès de la société Eric DUNOU qui porte sur la fourniture de 17 500 plants à planter sur 106 270 m ² . Les essences fournies sont conformes à la liste indiquée dans l'APC. Un filet de protection est bien présent autour de chaque plant afin de les protéger des lapins et chevreuils.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Art 9.2.3.5.	
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines	
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et une en période de basses eaux). (...) Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses des eaux prélevées portent sur :	
Paramètres	Fréquence
Niveaupiézométrique	Mensuel
Température	Semestrielle
pH	Semestrielle
Conductivité	Semestrielle
Matières en suspension totales MEST)	Semestrielle
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle
Nitrite(NO2-)	Semestrielle
Nitrate(NO3-)	Semestrielle
Azoteammoniacal(NH4+)	Semestrielle
Hydrogénocarbonates(HCO3)	Semestrielle
Acrylamide monomère et ses dérivés	Semestrielle
<p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation, et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement sur un paramètre, l'exploitant analyse le dépassement et en avertit l'inspection des installations classées.</p>	
Constats : (C1) La surveillance des eaux souterraines en 2022 n'est pas conforme dans la mesure où les analyses de la qualité des eaux dans le piézomètre amont et aval n° 3 n'ont pas pu être réalisées.	
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection le registre informatisé des relevés des hauteurs d'eau de chacun des 3 piézomètres et du puits de pompage. Sur le relevé l'inspection constate que le piézomètre amont semble bouché depuis le mois d'octobre 2021 (cette mention est indiquée sur le registre). Le piézomètre n°3 aval est à sec depuis un an (juillet 2021). Le suivi de la qualité des eaux souterraines est réalisé de manière semestrielle. Les prélèvements sont analysés par la société Eurofins (laboratoire accrédité COFRAC sur l'ensemble des paramètres surveillés) La dernière campagne de prélèvement a été réalisée le 22 mars 2022. Toutefois compte tenu que le piézomètre amont semble bouché et le piézomètre aval n°3 est à sec depuis juillet 2021, les analyses de la qualité des eaux souterraines n'ont été réalisées que sur le piézomètre 2 et le forage de l'installation de traitement.	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Suivi faune Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2017, article Art 9.4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des milieux naturels
Prescription contrôlée : Un suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les deux ans. Ce suivi porte sur l'ensemble des terrains autorisés par le présent arrêté. Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.
Constats : L'exploitant assure un suivi faune flore conformément aux dispositions de l'article 9.4.2.
Observations : Le dernier inventaire faune flore a été réalisé en 2020 par la société Institut d'Ecologie Appliquée (IEA). Lors des prospections biologiques effectuées dans le cadre de l'étude d'impact pour le renouvellement partiel d'autorisation d'exploitation de la carrière, une plante patrimoniale, "l'Astérocarpe pourpré " (<i>Sesamoides purpurascens</i>), a été localisée en deux stations proches sur un talus de zone d'exploitation dans la partie Ouest de l'emprise Dans son rapport de janvier 2021 le bureau d'étude indique, concernant cette espèce, que les stations anciennement situées dans la partie centrale du talus nord ont toutes disparues à cause de la densité des Genêts à balais sur le talus qui ne permet plus l'expression de cette plante. Toutefois la recherche effectuée sur un talus plus récent donne pour l'année 2020 un total de 50 pieds d'Astérocarpe pourpré encore présents. C'est pourquoi IEA a préconisé que le talus soit régalié sur une zone de la carrière afin que les graine de cette plante retrouvent des conditions propices à leur développement. Lors de la visite du site l'exploitant a présenté la zone réservé au développement de l'Astérocarpe pourpré dont l'ensemencement a été effectué via le terre du talus sus-visé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet